

Les États-Unis n'auront rien à gagner d'une Europe fermée et faible

écrit par Docteur Dominique Schwander | 1 avril 2025



L'ambassadeur Castellaneta s'exprime : les États-Unis n'auront rien à gagner d'une Europe fermée et faible. « C'est l'objectif de Trump » : l'ambassadeur Castellaneta s'exprime

Entretien avec Giovanni Castellaneta, diplomate de longue date et ancien ambassadeur aux États-Unis, en Iran et en Australie : *« Les tarifs douaniers créent un effet domino et, au final, personne n'en sort gagnant. »* Le rôle de Macron et Starmer, les étapes possibles de l'Allemagne de Merz et l'avenir de l'euro-atlantisme *« Les États-Unis n'auront rien à gagner d'une Europe fermée et faible. C'est l'objectif de Trump »* : déclaration de l'ambassadeur Castellaneta

Il ne faut jamais gâcher une bonne crise, disent les grands négociateurs et hommes d'affaires. Dans ce cas, il est impératif que l'Union européenne parvienne à repousser les coups inattendus venant des alliés historiques des États-Unis après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Après le choc de NextGenerationEu, les dirigeants européens se sont comportés presque comme des oiseaux de nuit : ils n'ont pas su prévoir l'émergence d'une crise industrielle profonde, ont complètement sous-estimé l'impact de la politique environnementale sur l'industrie automobile et ont ressenti l'impact considérable de la guerre énergétique avec la Russie.

Cependant, en parcourant les chancelleries du Vieux Continent, notamment à Bruxelles, on sent la conscience que les prossimi passi de la Commission Von der Leyen II seront véritablement décisifs, comme l'explique dans cette interview avec FIRSTonline Johannes Castellaneta, diplomate de longue date, ambassadeur aux États-Unis, en Iran et en Australie et, avec d'autres diplomates, l'un des fondateurs de l'International Strategic Network, une société spécialisée dans le conseil économique international.

Ambassadeur Castellaneta, la nouvelle administration Trump ne semble pas se soucier des anciennes règles des relations internationales.

Donald Trump est présent sur la scène politique américaine depuis plus de huit ans maintenant, et sa pensée n'a pas changé. Elle ne fait que confirmer ce qu'il a toujours pensé et affirmé. **La différence par rapport à son premier mandat réside dans l'organisation de son équipe gouvernementale et, surtout, dans sa connaissance de l'« État profond » et des véritables structures du pouvoir à Washington.** Pour rester dans le domaine de la politique internationale, il ne faut pas oublier que Trump est un homme d'affaires expérimenté, passé maître dans l'art du subterfuge grâce à des décennies de négociations. « Tout ce qu'il dit n'est pas tout ce qu'il fait. »

De nombreux observateurs avaient prédit un retrait d'Ukraine et, dans le même temps, un soutien inconditionnel à Israël. Mais les attaques contre l'Europe semblaient vraiment féroces, il a même déclaré : « Né pour nous baiser. » D'où vient l'aversion de Trump pour l'Europe ?

Je ne pense pas qu'il y ait une quelconque hostilité envers l'Europe, et entre autres choses, il a récemment déclaré une origine européenne lointaine. Dans son esprit existe l'idée d'une Europe qui a bénéficié d'une sorte de capitulation commerciale des USA ; **une Europe qui exporte bien plus qu'elle n'achète et qui n'a pas dépensé autant qu'elle aurait dû pour sa défense.** Que ce soit vrai ou faux, c'est la façon de penser de Trump et nous devons y faire face. L'autre problème est son style de communication, auquel nous devons nous réhabituer : Trump veut toujours être à la pointe des réseaux de communication mondiaux.

Quelle que soit la stratégie médiatique, la question reste de savoir quel type de relations euro-atlantiques Trump a en tête.

Tout d'abord, il ne me semble pas secondaire qu'il s'adresse à l'Europe comme son unique interlocuteur. Trump a établi une échelle de priorités : dans l'immédiat, il souhaite la fin des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, c'est-à-dire des guerres qui affectent directement la politique et l'économie européennes. À l'avenir, dans ses relations avec la Chine, il agira – à mon avis – dans une perspective purement concurrentielle économique et pourrait même être prêt à sacrifier quelque chose, par exemple Taïwan, afin d'avoir une meilleure position de négociation face à Pékin sur d'autres questions stratégiques. La Russie est en retrait : en pansant la plaie ukrainienne, Trump parviendra à terme à intégrer Moscou plus étroitement à la communauté européenne qu'à la communauté chinoise. Il a déjà évoqué le retour de Moscou au G8.

Trump ne rêve-t-il pas d'une Europe plus fragile et divisée, alors qu'il revient aux négociations bilatérales avec les États membres ?

Donald Trump est un réaliste pur et dur, car il est avant tout un homme d'affaires. Il sait que le processus d'intégration européenne est irréversible et que la question ukrainienne finira par unifier les démocraties européennes. Cependant, la position des États-Unis concernant la renégociation de certains accords commerciaux importants avec l'Europe est susceptible d'évoluer. C'est pourquoi je pense que le moment est venu de relancer le projet de Conseil euro-atlantique, au sein duquel d'importants aspects économiques stratégiques pourraient être abordés, comme le fait l'OTAN pour les questions militaires.

Les tarifs douaniers frapperont-ils l'Europe de la même manière que la Chine ?

Les tarifs douaniers, par nature, créent un effet

domino ; personne n'y gagne. Après une première phase d'étude portant sur des mesures sectorielles, nous aboutirons à un ensemble de mesures commerciales qui, outre les nouveaux tarifs actualisés, comprendra des accords sur la taxation des géants technologiques, des accords sur les achats à long terme dans le secteur de la défense et des règles sur l'utilisation des licences et des brevets.

Quel avantage aurait une Europe faible face aux nouveaux scénarios qui vont remodeler la présence économique et militaire des États-Unis dans le monde ?

C'est là tout l'enjeu. Les États-Unis ne tireraient aucun bénéfice d'une Europe faible et fermée – une sorte de « tour » commerciale qui ne défendrait que son marché intérieur. Il est également vrai, cependant, qu'au cours des cinquante dernières années, les États-Unis ont progressivement perdu leur position dominante dans le secteur manufacturier, d'abord au profit de l'Europe, puis de la Chine. Les principaux atouts qui assurent aujourd'hui la suprématie économique des États-Unis résident dans la recherche technologique, les TIC, la finance et l'économie, autant de domaines liés au soft power américain. Paradoxalement, les Américains ne seraient plus aujourd'hui capables de construire un grand navire en une semaine seulement, comme c'était le cas au milieu du siècle dernier, non pas par manque de capacités techniques et technologiques, mais en raison de la difficulté de trouver la main-d'œuvre et les installations nécessaires sur le sol américain.

Trump a gagné en indiquant clairement qu'il œuvrerait à la réindustrialisation des États-Unis, y compris dans les secteurs à faible valeur ajoutée.

Le retour aux États-Unis d'une partie de la production industrielle délocalisée vers le monde globalisé ces

dernières décennies créerait des emplois et des revenus pour une partie de l'électorat qui l'a élu. La Rust Belt, autrefois le cœur de l'industrie américaine, est aujourd'hui terrorisée, appauvrie et peine à offrir du travail à ses habitants. Avec sa promesse d'un avenir meilleur et productif, Trump a redonné espoir à des millions d'Américains. Pour nous, Européens, les inégalités économiques et de revenus aux États-Unis semblent bien moins graves qu'elles ne le sont en réalité.

N'y a-t-il pas peut-être dans l'esprit de Trump et de son entourage une idée fondamentale de l'Occident qui est assez différente de la façon dont nous l'avons conçue au cours des dernières décennies ? Fondée sur l'importance centrale des grandes démocraties qui se gouvernent elles-mêmes – même si c'est avec difficulté – avec l'État de droit, avec des règles économiques et avec le droit international.

Trump est actuellement très occupé sur le plan économique. Pour comprendre un aspect plus idéologique, il faut se tourner vers son numéro deux. Le récent discours du vice-président J.D. Vance à la conférence de Munich était en effet très significatif. Plus encore qu'en Occident, le pendule de l'histoire récente a basculé trop à gauche aux États-Unis, affirme Vance. Et cette administration va réorienter les positions du gouvernement vers des lignes plus conservatrices, ce qui pourrait même être sans précédent par rapport au passé du Parti républicain. D'ailleurs, nous ignorons s'il existe encore.

De retour sur les rives européennes, la France de Macron tente de restaurer un minimum de cohésion communautaire pour contrer le tourbillon Trump-Elon Musk : tarifs douaniers, dialogue avec les Britanniques, dépenses militaires, position unifiée sur l'Ukraine.

Macron saisit une formidable opportunité de revenir en première ligne. Sur la scène internationale, le pays est en mesure de le faire parce qu'il est le seul pays européen au Conseil de sécurité de l'ONU et qu'il joue un rôle de premier plan en tant que puissance nucléaire. La stratégie d'intégration du Royaume-Uni dans un projet de renforcement de la défense continentale est une avancée importante pour l'Europe, et il mérite d'être félicité pour cela. Nous ne verrons peut-être pas les États-Unis d'Europe de sitôt, mais nous verrons certainement davantage de courage en matière d'intégration.

« L'Europe se fait dans les crises et sera la somme des solutions qui existent à ces crises », écrivait Jean Monnet il y a près de 50 ans. Est-ce la bonne crise ?

« Par rapport aux crises qui ont frappé l'Europe ces 15 dernières années, je dirais que oui. » La nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune fait désormais partie du discours public d'une part importante de l'électorat européen. Alors que les questions européennes étaient autrefois réservées aux diplomates et aux journalistes, les électeurs débattent aujourd'hui – en partie grâce aux réseaux sociaux – de sujets qui auraient été impensables autrefois. Bien sûr, avec toutes les limitations qui caractérisent le flux d'informations dans les réseaux sociaux. Le fait est cependant qu'aujourd'hui – pour le meilleur ou pour le pire – nous parlons beaucoup plus de l'Europe qu'hier.

Les chrétiens-démocrates allemands ont remporté les élections le week-end dernier et une grande coalition avec les socialistes formera probablement le nouveau gouvernement. L'Allemagne sera-t-elle trop occupée à résoudre les problèmes structurels de son économie ou Friedrich Merz trouvera-t-il lui aussi la force d'une projection européenne ?

La politique étrangère devient de plus en plus un levier pour résoudre les problèmes intérieurs. Le rapprochement naturel qui s'opérera entre la France et l'Allemagne, entre Merz et Macron, sera bénéfique pour l'Europe. Et observer la reprise de l'Allemagne sera également un grand soulagement pour nous, Italiens. Nous avons intérêt à une Allemagne forte.

Les relations étroites entre les États-Unis, l'Europe et les États membres de l'Union, ce qu'on appelle l'euro-atlantisme, concernent des questions et des partenariats presque vitaux, il suffit de penser aux accords militaires. Les relations euro-atlantiques sont-elles plus importantes que le sort des chefs d'État et de gouvernement, ou tout est-il différent cette fois-ci ?

La politique étrangère évolue au fil du temps et de l'histoire. Quelles sont les nouvelles données aujourd'hui ? La génération au pouvoir aux États-Unis, contrairement aux administrations républicaines et démocrates précédentes, ne ressent plus d'attirance émotionnelle pour l'Europe, en partie liée aux événements de la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'il subsiste

Louis Markadella

Traduction google

<https://www.firstonline.info/de/Die-USA-werden-keinen-Nutzen-aus-einem-geschlossenen-und-schwachen-Europa-ziehen.-Das-ist-Trumps-Ziel.-Botschafterin-Castellaneta-spricht/>